

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/MUS/5
G/SCM/Q3/MUS/8
7 octobre 2003
(03-5251)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires visant à proroger la période
de transition prévue pour l'élimination des
subventions à l'exportation

Réponses aux questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
et les ÉTATS-UNIS au sujet des notifications de MAURICE¹

La Mission permanente de Maurice a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 octobre 2003.

Question posée par les États-Unis

Régime de port franc

Nous notons qu'à la suite de la modification apportée au régime de port franc, il sera perçu un impôt sur les sociétés de 15 pour cent et d'"autres incitations fiscales" seront accordées aux exploitants de port franc. Maurice pourrait-elle préciser ce qui est entendu par "autres incitations fiscales"?

Réponse

Nous tenons à appeler l'attention sur le fait que les exploitants de port franc ne bénéficient pas d'"**autres incitations fiscales**". Ils sont maintenant assujettis à un impôt sur les sociétés de 15 pour cent, à l'instar des "**sociétés installées dans une zone de transformation pour l'exportation et des sociétés bénéficiant d'autres incitations fiscales**", ainsi que le spécifie notre notification. Nous précisons qu'une société bénéficiant d'incitations fiscales est une entreprise assujettie à l'impôt sur les sociétés au taux de 15 pour cent, ce qui inclut, par exemple, celles qui sont installées dans une zone de transformation pour l'exportation de même que toutes celles du secteur manufacturier.

¹ G/SCM/N/95/MUS-G/SCM/N/99/MUS.

Question posée par les Communautés européennes

Dans sa réponse à une des questions des CE (figurant dans le document G/SCM/Q3/MUS/5, daté du 27 mai 2002), Maurice a dit qu'en ce qui concernait l'élimination progressive des programmes, une étude complète était effectuée par la CNUCED en vue de l'harmonisation des régimes d'incitations fiscales, que la partie de Loi relative à l'impôt sur le revenu concernant les crédits d'impôt à l'exportation était en cours de modification et que le régime fiscal des exploitants de ports francs serait aligné sur celui des entreprises installées dans les zones franches pour l'exportation et des autres entreprises manufacturières. La notification en question indique, pour tous les programmes, que ceux-ci ne sont pas limités dans le temps et ne donne aucune précision sur leur durée, mais fait état d'une modification du Régime de port franc.

Maurice pourrait-elle donner des renseignements sur les résultats de l'étude susmentionnée de la CNUCED et les modifications apportées à la Loi relative à l'impôt sur le revenu ainsi que sur la manière dont ces programmes seront éliminés progressivement conformément à la décision de prorogation?

Réponse

L'étude en question de la CNUCED et du PNUD s'intitulait "A review of Mauritius Fiscal Incentives for Investment". Les recommandations des consultants entraîneraient une réorientation majeure de l'approche de Maurice en matière de fiscalité. Il s'agirait, par exemple, de majorer le taux d'imposition de 15 pour cent sur les bénéfices et d'introduire un impôt sur les dividendes. L'adoption de ces recommandations aurait d'importantes répercussions sur la fiscalité, l'administration et la politique générale, et obligerait le pays à modifier en profondeur sa législation. Dans la mesure où ces réformes sont liées entre elles, elles ne peuvent être mises en œuvre isolément et le gouvernement de Maurice examine toujours comment il pourrait donner suite à ces recommandations.
